

LES GROUPES DU CONSEIL MUNICIPAL S'EXPRIMENT...

LES CONTRIBUTIONS PUBLIÉES DANS CES PAGES N'ENGAGENT PAS LA RÉDACTION DE GENNEVILLIERS MAGAZINE



FRONT DE GAUCHE ET CITOYEN-NES (PCF-PG-FASE)

VIVE LE VENT D'HIVER ET BONNE ANNÉE À TOUS !

→ Anne-Laure Perez

Tout le monde s'accorde à dire que les riches sont de plus en plus riches. Pourtant c'est au peuple que l'on demande de supporter les hausses : électricité, essence, taxes... et les baisses de services publics : moins de profs, moins d'hôpitaux, moins de sécurité...

Trop d'injustice sociale, fiscale, démocratique depuis des années. Trop de mépris des sans boulot, sans logement, sans papiers, sans école, sans argent, sans Rolex et sans vignette 1. Trop de fin de mois en dessous de zéro, trop

de CSG, trop de privations et pas assez pour vivre! Alors le vent de colère qui souffle depuis décembre dernier est un vent d'hiver certes mais un vent fécond de propositions pour vivre dignement, pour arrêter de subir des politiques que nous n'avons pas choisies, le vent de ceux qui relèvent la tête.

Ce mouvement de contestation né en 2018 a fait émerger trois priorités pour les français : l'Etat doit nous écouter, nous voulons vivre dignement et l'effort national doit être réparti de manière équitable entre les plus riches et la majorité des autres.

C'est donc avec cet espoir d'un avenir meilleur que les élus Front de Gauche vous souhaitent une très bonne année 2019, qu'elle soit pleine de victoires pour nous tous ! Contact : groupefdg@ville-genevilliers.fr

GRUPE SOCIALISTE

LES ÉLUS SOCIALISTES AU CONSEIL MUNICIPAL VOUS SOUHAITENT UNE TRÈS BONNE ANNÉE 2019 POUR VOUS ET POUR TOUS CEUX QUI VOUS SONT CHERS.

Nous faisons également le vœu d'une année 2019 riche de débats où la parole de chacun sera écoutée, entendue dans le respect. Face à un gouvernement dans le déni de l'injustice de sa politique et sans volonté pour répondre aux défis de la transition écologique, nous devons collectivement dans les villes, les associations, les syndicats, échanger, innover, proposer pour faire réellement bouger les choses.

En 2019, nous élirons nos représentants au parlement européen. Face aux populismes de droite comme de

gauche, face au rejet de l'autre, face aux intoxications et aux rumeurs, cette élection doit nous permettre d'avoir des député(e)s proches des réalités et porteurs d'un projet solidaire et réaliste.

C'est la force du débat qui fait la force d'une démocratie. C'est le respect de chacun indépendamment de son origine, son orientation politique, son choix de croire ou de ne pas croire, son orientation sexuelle, ses projets, qui fait la qualité du débat.

A Gennevilliers aussi, c'est collectivement que nous devons être les gardiens de ces impératifs de respect mutuel et d'écoute pour que dans notre ville chacun et chacune trouve sa place et ait la possibilité de grandir et de s'accomplir pleinement.

groupe.socialiste@ville-genevilliers.fr ; 01 40 85 63 56

GENNEVILLIERS ÉCOLOGIE

QUE DIT L'HISTOIRE ?



→ Délia Toumi

Quelle que soit l'appréciation de chaque citoyen à propos des positions des acteurs sociaux et institutionnels, la crise d'un système à bout de course plonge le pays dans un engrenage qui pourrait faire le lit d'un régime autoritaire.

Pour qui accepte le concept de «mémoire référence pour aujourd'hui», l'Histoire aide à décrypter les étapes d'engrenages connus qui ont mis en danger les droits et les libertés démocratiques. Elle montre que les crises économiques, morales, politiques et institutionnelles sources de souffrances sociales et de pertes de repères, provoquent l'atteinte aux biens puis aux personnes, le rejet des élites, et la défiance envers les médias. L'instrumentalisation et les provocations, les violences deviennent alors si immaîtrisables qu'on espère une prise du pouvoir par un-e chef-fe. Ce sont autant de signes qui, dans l'Histoire, ont annoncé le pire.

La responsabilité de nos gouvernants est engagée dans ce moment où progressent partout des régimes autoritaires qui s'alimentent de la souffrance sociale. Le danger fasciste est réel. A tel point que la très légitime fondation du Camp des Mille a créé l'indice d'Analyse et d'Alerte Républicaine et Démocratique (AARD). Celui-ci indique que «le risque de basculement vers un pouvoir autoritaire a été multiplié par 3,5 en France depuis 1990. Il existerait en effet un contexte à risques particuliers qui pourrait transformer des revendications sociales légitimes en étincelles aux conséquences imprévisibles».

Face à cette situation dangereuse pour la démocratie et la paix, les disciplines comme l'Histoire et les autres Sciences Humaines doivent fournir aux citoyens des éléments d'analyse pour résister à l'engrenage des extrémismes. La montée du racisme et de la xénophobie, la désignation de néoboucs-émissaires des crises, la violence des injustices en sont des signes prémonitoires.

Le 70^e anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme est l'occasion de montrer que «Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde»*, que «les Arturo Ui» croyant en leur destin de chefs sauveurs du peuple sont aujourd'hui réapparus.

La Fraternité dans les actes est toujours un combat.

*Brecht, « La résistible ascension d'Arturo Ui », écrit en 1941



UNION DES GENNEVILLOIS-E-S

LES ENFANTS ONT LE DROIT À UNE ÉDUCATION SANS VIOLENCE

→ Sylvie Morel

Le 29 novembre, une proposition de loi proposée par la députée Maud Petit et cosignée par notre députée Elsa Faucilon a été adoptée en première lecture à l'Assemblée nationale. Loi contre les violences éducatives ordinaires (VEO).

Après les débats de l'Assemblée nationale, la formulation retenue a été d'ajouter dans le code civil, à la définition de l'autorité parentale : « Elle s'exerce sans violences physiques ou psychologiques ». La proposition de loi a été vidée de son contenu initial et réduite par de nombreux médias à une appellation « loi contre la fessée », mais c'est déjà un premier pas. Un petit pas vers l'interdiction de la violence éducative ordinaire.

2 enfants meurent chaque jour par maltraitance, 44% ont moins de 6 ans. Le vote de cette loi avait entre autres, l'objectif de traiter à la racine le problème de la violence et de faire de la protection de l'enfance une priorité.

On n'éduque par les enfants par la violence, physique ou psychique. Il est possible de dire non à un enfant sans violence, en lui enseignant le respect plutôt que la crainte. L'autorité véritable est fondée sur la raison, et non pas sur l'arbitraire. Éduquer, c'est partager, chérir et élever dans un respect mutuel.

Dans une société gangrenée par toutes les formes de violences, nous devons agir maintenant contre ce problème de santé publique. Commençons par protéger nos enfants des violences quotidiennes dont ils sont parfois victimes et souvent des témoins impuissants (maltraitements, violences conjugales, violences à l'école, violences verbales et psychiques, violences sociales...). Nous en connaissons trop les effets sur la construction du futur adulte et ses rapports aux autres.

Pour Norbert Elias, sociologue du XX^e siècle, c'est dans la mise à l'écart de l'agressivité et de la violence par le contrôle social, ancré dans l'organisation étatique, que l'on voit la marque d'une société civilisée, ce qu'il appelle le processus de civilisation.

Il n'y aura pas de citoyennes et de citoyens pleinement émancipés tant que la violence ne sera pas extirpée de l'éducation. Il faudra sortir du cycle infernal où la violence future répond à la violence présente. Un pas a été fait dans ce sens, les actions vont se poursuivre durant cette nouvelle année.



LA FRANCE INSOUVERAINE - POUR UNE VILLE UNIE AU SERVICE DE TOUS

GILETS JAUNES CONTRE MACRON EN PANNE

→ Claire Fiquet

Si, au départ, le mouvement des gilets jaunes s'est concentré sur le refus de taxes sur les carburants, pouvant apparaître comme à l'opposé des préoccupations écologiques, il a vite mis en évidence un grand

nombre de revendications proches de celles portées depuis des années par les mouvements sociaux. Echo des exigences contre l'injustice sociale, fiscale et le manque de démocratie directe, un mouvement portant ainsi un haut niveau de conscience politique. Il a réussi à éclairer l'essentiel : depuis des années, ce n'étaient que mesures en faveur des plus riches, du grand patronat et des pressions multiples sur les autres couches sociales, assommées de taxes diverses, baisse constante du pouvoir d'achat, pressions contre les services

publics. Un coup d'arrêt à cette continuité politique a été porté. Pour la première fois Macron a dû reculer devant les « Macron démission » !, devant l'exigence de respect et de dignité face au mépris du pouvoir. Est apparu clairement le degré de misère et de pauvreté, l'appauvrissement de nombre de nos concitoyens.e.s, ces « riens » que le pouvoir voudrait cacher, à l'opposé des faveurs accordées aux « premiers de cordées » petit nombre de privilégié.e.s. Le mouvement soutenu par l'opinion publique a, par sa puissance, son engagement durant plusieurs semaines, sur tout le territoire, réussi à obtenir des reculs de la part des gouvernants. Macron a dû faire des concessions pour tenter d'éteindre l'incendie, mais sa politique est maintenue, elle sera aggravée si d'autres coups ne lui sont pas portés. Il continue d'affirmer le refus de remettre en place l'ISF, de revaloriser vraiment les salaires, le SMIC, les pensions, le refus d'éradiquer le chômage, les SDF, la casse des services publics, le refus du Référendum d'Initiative Citoyenne. Les gilets jaunes ont montré la voie par leur volonté de réagir, d'agir, à nous d'aller de l'avant.

Bonne année à chacun-e de vous.



LES RÉPUBLICAINS - DIVERS DROITE

CAMÉRAS TOUJOURS ET ENCORE

→ Jacqueline Marichez-Clero

Malgré les fêtes notre ville est triste. Où est la chaleur humaine et de foi en l'humanité !!

On peut regretter que notre commune, Gennevilliers, soit dénuée de toute décoration lumineuse, cette année, alors que les rues des villes attenantes se parent de guirlandes étincelant sitôt la nuit tombée.

Pas une semaine sans que des voitures partent en fumée dans le quartier du Luth. Que se passe-t-il ??? Des caméras qui ne fonctionnent pas, ou pas assez de fonctionnaires de police qui peuvent les surveiller, ou servent elles tout

simplement à mettre des PV. C'est inadmissible pour les habitants de ce quartier qui n'ont certainement pas les moyens de racheter un véhicule. Nous nous mettons à la place de la personne qui se lève tôt tous les matins pour aller travailler et qui ne retrouve pas sa voiture. C'est vraiment désolant et intolérable.

Les habitants de ce quartier ont droit aussi au service public, mettez des caméras qui fonctionnent ou plus de policiers qui surveillent !!

Le groupe des Républicains de Gennevilliers vous souhaite une très belle année 2019. Qu'elle vous apporte la joie, le bonheur et la prospérité pour vous et votre famille ainsi que pour notre pays.

Pour joindre la Présidente : jacqueline.clero@wanadoo.fr
La permanence : 1 place du Docteur-Roux lesrepublicains92230@free.fr



CITOYENS ÉCOLOGISTES DÉMOCRATES ET INDÉPENDANTS

LUTTONS CONTRE LA VIOLENCE INSTITUTIONNELLE : AU LOCAL, PRENONS DES MESURES D'URGENCE.

→ Brice Nkonda

Partant d'un ras-le-bol fiscal corrélé à une chute de leur pouvoir d'achat, nombre de Français se sont soulevés fin 2018 pour dire qu'ils n'en pouvaient plus. Les Gilets Jaunes sont l'incarnation d'une France qui travaille et qui souffre en silence : ils ont investi

la rue pour exprimer leur colère avec force.

Cette révolte citoyenne revêt un caractère salutaire car les partis politiques et syndicats ne faisaient plus leur office. Au-delà de revendications économiques plus ou moins satisfaites, la crise est donc aussi liée à une profonde carence de notre système de représentation.

Si l'on ne peut cautionner la violence qui a déferlé dans toute la France, la violence institutionnelle qui s'exerce tous les jours sur les Français sous forme d'impôts, de taxes, de charges, d'amendes, d'agios n'est plus supportable non plus car elle est excessive.

La violence institutionnelle et la violence de la rue, la cause et la conséquence,

doivent être combattues toutes les deux. Et ce qui est vrai au national, l'est aussi au niveau local. Ici, à Gennevilliers, nos concitoyens souffrent de la violence et de la partialité des arbitrages de la Municipalité.

En décembre, notre Groupe a donc proposé que le Conseil Municipal prenne cinq mesures d'urgence :

1 Faire un bilan trimestriel des demandes de logement de plus de 5 ans, et des logements vacants de l'OPH de Gennevilliers. Mettre cet état des lieux à la disposition du public.

2 Suspender les amendes de 135 € produites par la vidéoüberalisation, tant que de nouvelles places de stationnement n'auront pas été créées là où il y en a besoin.

3 Etablir la liste des familles dont les enfants ne sont pas scolarisés dans le même établissement afin de procéder à des regroupements de fratrie, quand les familles le souhaitent.

4 Rendre publiques les subventions accordées à chaque association, ainsi que la liste des associations ayant sollicité les budgets municipaux et qui se sont vues objecter un refus.

5 Lancer une grande enquête pour déterminer les causes de l'abstentionnisme à Gennevilliers ; aux municipales de 2014, la moitié du corps électoral ne s'est pas déplacé.

Si cela se faisait, il est sûr que nous passerions une bien meilleure année 2019. Bonne année à tous.